



**37 fédérations et associations nationales**  
**Des collectifs inter-associatifs locaux**  
**de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**

Paris, le 28 janvier 2025

## Communiqué de presse

### Pour que l'éradication de la pauvreté soit l'ambition de la décennie

*Dans le cadre de son 30<sup>e</sup> anniversaire, le Collectif ALERTE intensifie son action en lançant, ce mardi 28 janvier, une campagne de communication nationale ainsi qu'une pétition sur le site de l'Assemblée nationale. Objectif : interpeller à la fois les citoyens et les pouvoirs publics, et rappeler l'État à ses obligations en matière de lutte contre la pauvreté.*

La France tolère aujourd'hui ce qui lui était inacceptable hier. Plus de 9 millions de personnes sont en situation de pauvreté en France métropolitaine dont près de 5 millions en situation de grande pauvreté. Des milliers d'enfants dorment à la rue chaque nuit et, pour au moins 8 millions de personnes, l'accès digne à une alimentation suffisante, saine et durable demeure un défi quotidien. Plus inquiétant encore, l'ascenseur social est largement en panne : selon l'OCDE il faudrait six générations pour qu'un descendant de famille pauvre atteigne le revenu moyen en France.

Pour autant, la pauvreté est loin d'être une fatalité. Elle résulte de la précarisation de l'emploi, d'inégalités sociales croissantes, d'un système d'aides insuffisant ou inadapté et surtout d'un manque de volonté politique. La volonté affichée dès 2018 d'enrayer le déterminisme social n'a en effet pas donné de résultats tangibles.

C'est dans cet esprit et afin d'interpeller à la fois les citoyens et les pouvoirs publics, que le Collectif ALERTE lance une campagne de communication nationale qui débute ce mardi 28 janvier (3 affiches diffusées dans une dizaine de gares, dans le métro parisien et sur 800 abris bus).

Cette campagne met en avant une triste réalité : l'hérité de la pauvreté. En moyenne en effet, il faut 6 générations pour espérer en sortir. Un héritage dont on se passerait bien !

Nous appelons donc solennellement les parlementaires à rappeler l'État à ses obligations en matière de lutte contre la pauvreté et à s'engager personnellement pour que des politiques publiques ambitieuses soient mises en place.

Car la pauvreté a un coût. Lutter contre la pauvreté est un investissement social qui engendrera des bénéfices économiques et sociaux bien supérieurs au strict coût pour les finances publiques.

***Ensemble, avec votre mobilisation citoyenne par la [pétition](#) que nous lançons sur le site de l'Assemblée nationale, travaillons pour faire de la France un pays où chacun et chacune a sa place, où personne n'est laissé pour compte, et où la pauvreté appartiendra enfin au passé.***

#### Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 – [vmercadal@uniopss.asso.fr](mailto:vmercadal@uniopss.asso.fr)

Uniopss/ALERTE : Charlotte Penot – 01 53 36 35 09 – [cpenot@uniopss.asso.fr](mailto:cpenot@uniopss.asso.fr)